



Visites de parlementaires d'extrême-droite et d'éditorialistes réactionnaires à l'Université Sorbonne Paris Nord : opération dénigrement

Depuis plusieurs mois, l'extrême-droite cherche à réactiver le faux-débat sur un prétendu « islamo-gauchisme » dans les universités. Alors que même ses plus fervents défenseurs au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche ont fini par reconnaître qu'elle était une pure affabulation, cette notion se maintient ainsi dans le débat public, nourrie par une double haine confuse des idées de gauche d'une part et de l'islam d'autre part. Cette campagne de dénigrement s'inscrit par ailleurs dans le cadre d'une attaque contre la liberté académique des universitaires, liberté fondamentale sans laquelle ils et elles ne pourraient accomplir pleinement leurs missions de formation et de recherche.

Dans le cadre de cette campagne de dénigrement des universités, l'hebdomadaire *Valeurs actuelles*, détenu par le milliardaire Bolloré, et dont on connaît le positionnement éditorial, a publié en octobre 2025 un article se présentant comme une « enquête » sur notre université. Cet article affirmait détecter des « preuves » de l'entrisme islamiste sur nos campus, mêlant avec une grande confusion le port de signes religieux, des tags dans les toilettes et le récit rapporté de prières dans les couloirs. Cette publication n'était pas la première production médiatique sur ce thème, et notre université est habituée à ces « reportages » montés en épingle, dont le contenu est en totale contradiction avec l'expérience de ses agent·es et de ses étudiant·es.

Il y a quelques jours, dans une inquiétante gradation du délire raciste, sexiste et islamophobe de quelques hommes d'extrême-droite, trois députés du Rassemblement National, accompagnés des médias réactionnaires *Boulevard Voltaire* et *Frontières*, ont « visité » un campus de notre université pour y chercher des « preuves » de leurs thèses. Ils y ont vu parmi les étudiantes des étudiantes voilées (rappelons-le : le port du voile, comme tout signe religieux est autorisé dans les universités pour les étudiant·es, à la différence des personnels) et des affiches tout à fait banales (là aussi, dans le respect du droit fondamental à l'expression politique des étudiant·es et des agent·es).

Les habitant·es de Seine-Saint-Denis et les agent·es des services publics qui y travaillent sont habitué·es à ces attaques racistes, sexistes et islamophobes, sans lien avec les réalités de notre territoire. L'université Sorbonne Paris Nord est à l'image de ce département : on y trouve des étudiant·e·s de toutes nationalités, religions et opinions. C'est une fierté alors que l'enseignement supérieur tend à se renfermer sur lui-même, adoptant des procédures de sélection ségrégatives qui visent à conserver un entre-soi des classes supérieures.

Si ces députés ou ces « journalistes » étaient sérieux, ils seraient plutôt venus à l'université Sorbonne Paris Nord, pour enquêter ou témoigner des conditions dégradées dans lesquelles étudiant·es, personnels administratifs, enseignant·es et chercheur·euses vivent et font leur travail.



Les syndicats CGT et SNESUP-FSU et SUD Éducation de l'Université Sorbonne Paris Nord s'élèvent contre cette opération de dénigrement et expriment toute leur solidarité syndicale aux agent·es et étudiant·es victimes directes des allégations racistes, sexistes et islamophobes que véhiculent les députés du Rassemblement National et leurs alliés des médias de désinformation. Face à la banalisation des idées d'extrême-droite, l'instrumentalisation d'images dégradantes et mensongères de notre université doit cesser.

L'université est un lieu de formation, d'émancipation et de production de savoirs au service de toutes et tous. Les recherches qui y sont menées contribuent à l'avancée de la connaissance, ainsi qu'à la formation, à la réussite et à l'insertion professionnelle des étudiant·es de tous âges. Attaquer l'université, c'est attaquer l'avenir de la société tout entière.

L'extrême-droite le démontre encore une fois par ses actes, elle est nuisible, délétère et manipulatrice : elle doit être combattue, partout et sans relâche.

Les syndicats CGT, SNESUP-FSU et SUD éducation de l'Université Sorbonne Paris Nord